

Apport de l'Occident et de l'Islam à un nouvel ordre économique international

Notre ami et collègue, Francis Lamand, président d'« Islam et Occident international » a bien voulu mettre à notre disposition cette étude, en précisant aimablement à l'endroit de notre humble personne, qu'il saisit cette occasion pour renouveler au distingué membre fondateur d'« Islam et Occident International » que vous êtes, mes plus fraternelles pensées ». Nous le remercions vivement surtout pour le plaisir qu'éprouveront nos chers lecteurs, en lisant cette riche synthèse très concluante qui vient couronner les séries d'études dont nous avons eu et nous aurons encore la chance de publier quelques spécimens.

Dans une longue étude, notre éminent président, s'est posé maintes questions pertinentes et a tenu à y répondre, avec une objectivité éloquente :

Abdelaziz Benabdellah.

Existe-t-il une économie islamique qui soit corrélative ou, si l'on préfère, symétrique de l'économie occidentale ?

Si cette économie islamique existe, peut-elle inspirer des options complémentaires ou correctives de celles de l'économie occidentale, ou des options nouvelles qui puissent favoriser une réorientation du nouvel ordre économique international ?

Je crois qu'il est facile de répondre. De répondre : l'économie islamique existe.

Oui, en terre d'Islam, il y a aujourd'hui une économie islamique spécifique et comment se peut-il, en Occident, que l'on ait si longtemps méconnu ce phénomène ?

J'ai lu, comme beaucoup d'entre vous sans doute, sous la plume de savants chercheurs occidentaux, que l'économie islamique était une économie subordonnée, entravée et je cite, sauf erreur, « par le rythme interne de l'Islam ». « Economie subordonnée », sûrement, mais politiquement subordonnée au temps d'une domination subie par de nombreux pays musulmans. Mais le phénomène de domination étant effacé, la pensée économique survit parce qu'elle préexiste au phénomène historique. La pensée islamique économique survit parce que c'est la pensée du Livre. C'est la pensée de Ibn Khaldoun, qui associait déjà étroitement le facteur économique à l'histoire. C'est le retour à la puissance créatrice de l'Islam qu'évoquait, il n'y a pas si longtemps, le grand penseur et observateur maghrébin Malek Bennabi.

Et pourquoi s'étonner du réveil de cette pensée

économique islamique, quand on veut bien se rappeler que les préceptes coraniques eux-mêmes et la sunna ont toujours encouragé l'activité économique ? Il est vrai que, historiquement, l'Islam n'a pas prescrit, ni imposé aux hommes une voie économique spécifique. Il n'y a pas de voie musulmane du capitalisme ou du socialisme. Mais l'idéologie ébranlée semble favorable à un capitalisme « social », fondé sur une analogie des fins et des moyens, sur un équilibre de principe et sur un impératif de justice sociale qui suffisent à inspirer une pensée économique authentique.

Les caractéristiques de base de l'économie islamique ont été exposées avec assez de clarté pour qu'en soient reconnues les fondations. Il conviendrait d'ailleurs d'ajouter que cette pensée économique déborde même le cadre de l'arabité, où elle a pris sa source, pour se développer dans d'autres régions de l'Islam. En Afrique, notamment, où la doctrine du mouridisme, par exemple, articule remarquablement l'économie et la spiritualité : « Prie comme si tu dois mourir demain et travaille comme si tu ne dois jamais mourir ». Voilà un principe d'éthique économique sur lequel certaines sociétés occidentales pourraient méditer.

Mais si l'économie islamique existe, peut-elle dès lors converger vers l'économie occidentale pour inspirer un nouvel ordre économique international ?

Ne nous dissimulons pas, les difficultés et même les blocages. L'ordre économique international est l'expression concrète d'un rapport de forces. Mais

tout ordre est production solidaire de finalités et de mécanismes. Et c'est précisément dans ce domaine que l'Islam et l'Occident divergent, sur les unes et les autres. L'Occident pense le développement en termes de transfert de ressources, en termes de transfert de technologie, d'aide financière. Le facteur économique est considéré comme prédominant et, d'ailleurs, cette prédominance du facteur économique tend, en Occident, à s'ériger en doctrine. L'Islam pense le développement en termes de langage social et la croissance comme une dimension humaine autant qu'économique.

Serait-ce parce que l'Islam n'aurait vocation qu'à exprimer les besoins, les sentiments ou les ressentiments du Tiers-monde ? Ce serait à mon sens une erreur que de répondre par l'affirmative, ce serait succomber à une vision « occidentaliste » du nouvel ordre économique international qui consisterait à dissocier les fins et les moyens.

C'est parce que l'Islam ne dissocie pas la dimension économique de la dimension culturelle et de la dimension religieuse. L'action économique n'est qu'un élément du tout, rattaché à l'unicité divine. Là où l'Occident commence à découvrir que le développement ne saurait se limiter au seul champ économique, qu'il implique que les objectifs de la croissance soient définis également en termes de valorisation culturelle, l'Islam offre au monde la conception d'une économie indissociable de sa finalité essentielle, qui est l'homme, créature de Dieu, l'homme et non le profit.

L'Islam est essentiellement finaliste, l'Occident tend à devenir « mécaniciste ».

On conçoit dès lors l'insuffisance de l'instrument monétaire pour corriger ou atténuer les déséquilibres structurels de l'économie mondiale.

On conçoit qu'il importe de faire échec aux volontés de puissance collective et aux stratégies de domination par le progrès technique et la productivité économique.

Sur ces deux points, l'apport de la pensée économique islamique ne peut que répondre aux préoccupations

d'une opinion occidentale soucieuse de concilier les impératifs de productivité et ceux, non moins pressants, d'équilibre et de justice sociale.

Il y a donc, malgré les divergences, des points de convergence entre l'Islam et l'Occident qui peuvent jalonner certaines orientations du nouvel ordre économique international.

Mais il y a aussi, me semble-t-il, une ouverture nécessaire du nouvel ordre économique international à la pensée islamique, pour enrichir la pensée économique universelle. L'universalisme du système économique islamique, son équilibre politique doctrinal, son humanisme sont ceux d'une civilisation qui peut être considérée par l'Occident, non seulement comme un partenaire à l'échange, mais aussi comme un promoteur conjoint du nouvel ordre économique international.

Si le dialogue Nord-Sud s'est enlisé, ne serait-ce pas parce que les finalités se sont dissociées des mécanismes dans l'évaluation des intérêts économiques des deux mondes et la détermination des règles du jeu ? Leur réconciliation serait peut-être aussi celle des points cardinaux.

L'Islam et l'Occident ne peuvent-ils constituer un grand ensemble géo-culturel, type susceptible de fonder la dimension humaine du développement.

Pour réussir une telle construction, il serait souhaitable, sans doute, que l'Islam maîtrisât certaines contradictions qui l'animent ou qui l'agitent, selon que l'on se donne une vision historique ou politique de la réalité, mais des contradictions qui impressionnent l'Occident. Mais il faudrait aussi que l'Occident perdît cet éclairage dubitatif, cet éclairage ambigu, pourtant si riche de lumière, qu'il continue à protéger sur une civilisation islamique qu'il connaît mal, parce que, pendant une période de son histoire, mais une période si dérisoire au regard de l'histoire de l'humanité, l'Occident a distancé le monde musulman. Ce sera peut-être, une chance pour l'ordre économique international.

Ce sera peut-être une dernière chance. Une dernière chance... de l'Occident.